



## Plan d'entreprise pour l'exercice financier 2025-2026

Le 28 février 2025

## CENTRE DE RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS SPORTIFS DU CANADA (CRDSC)

---

Nous reconnaissons respectueusement que les bureaux du Centre sont situés sur le territoire traditionnel et non cédé du peuple Kanien'keha:ka (Mohawk). Le Centre s'engage à continuer à comprendre et à respecter la présence, les valeurs, les enseignements et l'immense contribution des peuples autochtones à l'édification de ce que l'on appelle aujourd'hui le *Canada*.

6400 avenue Auteuil  
Bureau 245  
Brossard, Québec  
Canada J4Z 3P5

Téléphone :  
1-866-733-7767 (sans frais)  
1-514-866-1245 (local)

Sites Internet :  
[www.crdsc-sdrcc.ca](http://www.crdsc-sdrcc.ca)  
[www.sport-sans-abus.ca](http://www.sport-sans-abus.ca)  
[www.commissaireintegritesport.ca](http://www.commissaireintegritesport.ca)

## Table des matières

---

Contexte et gouvernance	1
Mandat statutaire	1
Clientèle	1
Cadre législatif	1
Structure organisationnelle et conseil d'administration	2
Personnel	3
Arbitres et médiateurs	4
Enquêteurs et évaluateurs du milieu sportif indépendants	5
Conseil des sanctions en matière de maltraitance dans le sport	5
Directeur des sanctions et résultats	5
Rapport intérimaire sur les activités 2024-2025	6
Stratégie pluriannuelle et objectifs pour 2024-2028	8
Objectifs et initiatives planifiées pour 2025-2026	9
Budget 2025-2026	10

*Dans ce document, les termes genrés comprennent tous les genres.*

### MANDAT STATUTAIRE

La *Loi favorisant l'activité physique et le sport* (L.C. 2003, ch. 2) (la « Loi ») a reçu la Sanction royale le 19 mars 2003. La Loi définit la politique gouvernementale en matière de sport et prévoit un règlement juste, équitable, transparent et rapide des différends sportifs. Elle prévoit en outre la création du Centre de règlement des différends sportifs du Canada (le « Centre »). Le Centre a ouvert ses portes le 1<sup>er</sup> avril 2004, avec pour mission de fournir à la communauté sportive un service pancanadien de règlement extrajudiciaire des différends sportifs ainsi qu'une expertise et une assistance en la matière.

Outre le mandat statutaire du Centre, le Gouvernement du Canada a, le 6 juillet 2021, désigné le Centre pour établir un mécanisme indépendant pour le sport sécuritaire, afin de superviser la mise en œuvre du Code de conduite universel pour prévenir et contrer la maltraitance dans le sport (le « CCUMS ») au sein des organismes financés par le gouvernement fédéral. Le Centre a donc lancé le 20 juin 2022 le programme Sport Sans Abus, qui inclut le Bureau du Commissaire à l'intégrité dans le sport (BCIS). Le 11 décembre 2023, la ministre des Sports et de l'Activité physique a annoncé que le BCIS serait transféré à un autre organisme le 1<sup>er</sup> avril 2025, tandis que le Centre continuerait à offrir ses services indépendants de règlement des différends par le biais du Tribunal de protection. Toutefois, Sport Canada a demandé au BCIS de prolonger ses services de traitement des plaintes et son programme d'aide juridique jusqu'au 31 juillet 2025, afin de mener à terme autant de dossiers en cours que possible avant leur transfert vers le nouveau programme de sport sécuritaire.

### CLIENTÈLE

Le cadre de responsabilité de Sport Canada exige que tous les organismes nationaux de sport, les organismes de services multisports et les centres et instituts canadiens multisports (ensemble les « organismes de sport financés par le gouvernement fédéral ») se dotent d'un mécanisme interne de règlement des différends. Les différends concernant des athlètes et des entraîneurs d'équipes nationales qui ne sont pas réglés à l'interne sont administrés par le Centre.

Les services de règlement des différends rendus par le Centre peuvent également être offerts dans d'autres situations d'un commun accord. Tous les organismes de sport financés par le gouvernement fédéral, et quiconque leur étant affilié, y compris leurs membres, peuvent convenir de soumettre un différend au Centre et bénéficier de ses services, à condition de remplir certains critères adoptés par le Centre. Le Tribunal de protection continuera à fournir des services spécialisés pour le prolongement du mandat du BCIS ainsi que dans la mise en application du nouveau programme de sport sécuritaire.

Lorsque d'autres organismes de sport et leurs membres demandent à recourir aux services du Centre, le Conseil d'administration peut, sous réserve de certaines conditions, leur donner accès au Centre, y compris par le biais de son programme de services rémunérés.

Les services d'éducation et de prévention du Centre sont offerts à l'ensemble des membres de la communauté sportive canadienne pour tous les types de différends qui relèvent de sa compétence.

### CADRE LÉGISLATIF

La Loi constitue le Centre, auquel elle confère un statut d'organisme à but non lucratif. Elle énonce sa structure, sa mission, ses pouvoirs et ses règles de fonctionnement. Étant donné l'intention de faire du Centre un organisme indépendant du gouvernement, la Loi précise que le Centre n'est pas mandataire de Sa Majesté du chef du Canada, et qu'il n'est ni un établissement public ni une société d'État.

## STRUCTURE ORGANISATIONNELLE

La Loi précise que le Centre doit être composé d'un secrétariat de règlement des différends et d'un centre de ressources, mais elle laisse au Centre le soin de définir son mandat, ses devoirs et ses fonctions, afin de s'assurer qu'il pourra s'adapter à l'évolution des besoins de la communauté sportive dans le but d'accroître davantage les capacités dans la communauté sportive canadienne.

En vertu de la Loi, la direction et l'administration des affaires du Centre sont assurées par un conseil d'administration composé de 12 administrateurs nommés par le ministre responsable du sport ainsi que du directeur général (ou chef de la direction) du Centre, qui est administrateur d'office. En décembre 2003, le ministre a nommé les tout premiers administrateurs suite à une consultation auprès de la communauté sportive. Les lignes directrices prévues dans la Loi exigent que le Conseil d'administration soit composé d'individus qui : a) sont voués à la promotion et au développement du sport; b) possèdent une compétence et une expérience propres à aider le Centre à réaliser ses objectifs; c) sont représentatifs de la communauté sportive; et d) sont représentatifs de la diversité et de la dualité linguistique de la société canadienne.

Le rôle du conseil d'administration du Centre est de fournir une orientation stratégique, d'approuver son plan stratégique et les politiques nécessaires à sa mise en œuvre, et de s'assurer que la direction du Centre dispose des ressources nécessaires pour atteindre ses objectifs de performance.

Le chef de la direction, qui exerce ses fonctions à temps plein, est chargé de la réalisation des objectifs et de la mission du Centre, notamment du pilotage des projets, des programmes et des services offerts par le Centre, et de la supervision de leur bonne mise en œuvre à travers le Canada. Le chef de la direction et le personnel coordonnent les activités et les projets dans le but de réaliser les objectifs du Centre et de fournir les services prescrits aux parties prenantes du Centre.

### **Membres du Conseil d'administration pour l'exercice financier 2024-2025 :**

*Administrateurs actuels\* au 28 février 2025 :*

- Brad Kielmann, président
- Aaron Bruce
- Pierre Chabot
- Iñaki Gomez
- Heather Kemkaran-Antymniuk
- Danielle Lappage
- Lanni Marchant
- Dorianne Mullin
- Marie-Claude Asselin (chef de la direction, ex officio)

*\* Le Centre demeure en attente d'une communication du ministre fédéral responsable du Sport concernant le renouvellement des mandats de quatre (4) administrateurs dont les premiers mandats ont pris fin le 30 novembre 2024 : Katie Damphouse, Kevin Kelly, Nick Lenehan et Alice Strachan.*

## **Membres du personnel au 28 février 2025 :**

### **Administration :**

- Marie-Claude Asselin, Chef de la direction
- Tanya Gates, Directrice des opérations
- Claudine Lanouette, Directrice des finances
- Michael Vamelkin, Technicien informatique
- Stéphanie Houle, Adjointe de direction
- Liane Mendelsohn, Soutien administratif

### **Secrétariat de règlement des différends :**

- Alexandra Lojen, Gestionnaire principale du Tribunal
- Guillaume Boisseau, Gestionnaire de dossiers
- Rachel Leblanc-Bazinet, Gestionnaire de dossiers

### **Centre de ressources :**

- Liddia Touch Kol, Gestionnaire du Centre de ressources
- Nikolas Martin, Coordonnateur de soutien et bien-être
- Owen Bravo, Coordonnateur d'éducation et de soutien aux politiques
- Rachel Nicol, Coordonnatrice de l'engagement des athlètes et survivant(e)s

### **Bureau du Commissaire à l'intégrité dans le sport :**

- André Lepage, Commissaire par intérim
- Valérie Allard, Conseillère spéciale au Commissaire par intérim
- Sarah Atkinson, Conseillère principale, Enquêtes et évaluations
- Kirsten Whelan, Directrice des opérations de gestion de dossiers
- Ashley Csiszer, Gestionnaire de programme
- Benjamin Bernier, Spécialiste de programme
- Aymen Benbouzid, Coordonnateur de programme
- Ariane Lamoureux, Coordonnatrice de programme (en congé parental)
- Amara Malena Maraj, Coordonnatrice de programme
- Emma Nuara, Coordonnatrice de programme
- Spencer Walker, Coordonnateur de programme
- Thomas Ibrahim, Administrateur du registre et des bases de données
- Isabelle Fraser, Assistante du programme
- Kathy Dufour, Assistante aux dossiers

Les comptables agréés de la firme Baker Tilly ont été nommés par le Conseil d'administration comme vérificateurs indépendants pour l'exercice 2024-2025.

Le Regroupement Loisir et Sport du Québec (RLSQ) fournit des services de comptabilité au Centre.

## Arbitres et médiateurs désignés jusqu'au 30 avril 2025, par province :

### **Alberta**

Brian Conway (Arbitre)  
Julie Hopkins (Arbitre)  
Sue Lambert (Médiatrice)  
Michelle Simpson (Médiatrice et arbitre)  
John Harrison Welbourn (Arbitre)

### **Colombie-Britannique**

Paul Denis Godin (Médiateur)  
Peter Lawless (Arbitre)  
Hugh McCall (Médiateur et arbitre)  
JJ McIntyre (Arbitre)  
Carol Roberts (Médiatrice et arbitre)  
Paul Singh (Médiateur)  
Sylvia Skratek (Médiatrice et arbitre)  
Harveen Thauli (Arbitre)  
Robert Wickett (Arbitre)

### **Manitoba**

Kimberly Cork (Médiatrice)  
Jeffrey Palamar (Arbitre)

### **Nouveau-Brunswick**

Darlene Doiron (Médiatrice)

### **Nouvelle-Écosse**

David Merrigan (Arbitre)

### **Ontario**

Bruce Ally (Médiateur)  
L'honorable Robert P. Armstrong (Arbitre)  
Larry Banack (Médiateur et arbitre)  
David Bennett (Médiateur et arbitre)  
Roger Bilodeau (Arbitre)  
Andrea Carska-Sheppard (Arbitre)  
John Curtis (Médiateur)  
Jonathan Fidler (Médiateur et arbitre)  
Dana Hirsh (Arbitre)  
Marvin Huberman (Arbitre)  
Janice Johnston (Médiatrice et arbitre)  
Richard H. McLaren (Arbitre)

### **Ontario (suite)**

James Minns (Médiateur et arbitre)  
Robert Néron (Arbitre)  
Aaron Ogletree (Médiateur et arbitre)  
Gordon E. Peterson (Médiateur et arbitre)  
Stephen Raymond (Médiateur et arbitre)  
Nadini Sankar-Peralta (Médiatrice et arbitre)  
Christine Schmidt (Médiatrice et arbitre)  
Laurie Sherry (Médiatrice)  
Anne Sone (Médiatrice)  
Allan Stitt (Médiateur et arbitre)  
Matthew Wilson (Médiateur et arbitre)

### **Québec**

Marie-Claire Belleau (Médiatrice)  
Patrice M. Brunet (Arbitre)  
Céline Chopin (Médiatrice)  
Sarah Daitch (Médiatrice)  
Hélène de Kovachich (Médiatrice)  
Stephen L. Drymer (Médiateur et arbitre)  
Paul Fauteux (Médiateur)  
L. Yves Fortier (Médiateur et arbitre)  
Dominique Fortin (Médiatrice)  
Peter Moraitis (Médiateur)  
Clarisse N'Kaa Batera (Médiatrice)  
Éric Ouellet (Médiateur et arbitre)  
Richard W. Pound (Arbitre)  
Janie Soublière (Arbitre)  
Louis-Marie Vachon (Médiateur et arbitre)  
Patrick Zakaria (Médiateur)

### **Saskatchewan**

Kim Bodnarchuk (Arbitre)  
Tim Nickel (Médiateur)  
Charmaine Panko (Médiatrice et arbitre)  
Tiffany Paulsen (Arbitre)  
Ambrosia Varaschin (Arbitre)

### **Terre-Neuve-et-Labrador**

James Oakley (Médiateur et arbitre)

## Participant au Programme de mentorat pour les femmes arbitres :

Marie-Claire Belleau (Québec)  
Kasia Kieloch (Manitoba)  
Rekha Lakra (Ontario)

Laurence Marquis (Québec)  
Clarisse N'Kaa Batera (Québec)  
Liz Roberts (Ontario)

## Enquêteurs et évaluateurs du milieu sportif indépendants du BCIS en date du 28 février 2025 :

### **Alberta**

Jeff Bzowey (Enquêteur)  
Jennifer Hawkins (Enquêtrice / Évaluatrice)  
Marlene Hope (Enquêtrice / Évaluatrice)  
Jen Magnus (Évaluatrice)

### **Colombie-Britannique**

Paula Butler (Enquêtrice)  
Sarah Chamberlain (Enquêtrice / Évaluatrice)  
Pamela Connolly (Enquêtrice)  
Katelynn Denny (Enquêtrice)  
Kevin Fadum (Enquêteur)  
Robyn Gervais (Enquêtrice / Évaluatrice)  
Kyra Hudson (Enquêtrice / Évaluatrice)  
Sarah Lumsden (Enquêtrice / Évaluatrice)  
Matt Malone (Enquêteur)  
Shelina Nealini (Évaluatrice)  
Maryse Séguin (Enquêtrice)  
Brian Simmons (Enquêteur)  
Leanne Walsh (Enquêtrice / Évaluatrice)

### **Manitoba**

Marc Eger (Enquêteur)  
Sherri Walsh (Enquêtrice)

### **Nouveau-Brunswick**

Trisha Perry (Enquêtrice / Évaluatrice)

### **Ontario**

Ivana Bozinovic (Enquêtrice)  
Julia Burke (Enquêtrice)  
Naomi Calla (Enquêtrice)  
Brenda Culbert (Enquêtrice)  
Scott Doran (Enquêteur)  
Nick Duley (Enquêteur)  
Mihad Fahmy (Enquêtrice)  
Megan Forward (Enquêtrice / Évaluatrice)  
Paul Gee (Enquêteur)  
William Goldbloom (Enquêteur / Évaluateur)

### **Ontario (suite)**

Sandeep Joshi (Enquêteur)  
Jessica Kearsey (Enquêtrice / Évaluatrice)  
Andrea Lowes (Enquêtrice)  
Lise Maclean (Enquêtrice / Évaluatrice)  
Parisa Osborne (Enquêtrice / Évaluatrice)  
Natasha Persaud (Enquêtrice)  
Ashley Richards (Enquêtrice)  
Colin Taggart (Enquêteur)  
Antonio Urdaneta (Enquêteur)  
Grace Vaccarelli (Enquêtrice / Évaluatrice)  
Sarah Vokey (Enquêtrice / Évaluatrice)  
Jennifer White (Enquêtrice)  
Jennifer Wootton (Enquêtrice / Évaluatrice)

### **Québec**

Karine Allaire (Enquêtrice)  
Mia Anhoury (Enquêtrice)  
Valérie Antonacci (Enquêtrice)  
Michaëlla Bouchard-Racine (Enquêtrice)  
Tess Forbes (Enquêtrice)  
Marie Garel (Enquêtrice)  
Xavier Girard (Enquêteur)  
Laurent Godbout (Enquêteur)  
Karine Jean-Baptiste (Enquêtrice)  
Anaïs Lacroix (Enquêtrice)  
Emily Lapointe-Carpenter (Enquêtrice)  
Valerie McDuff (Enquêtrice)  
Safi Nsiempba (Enquêtrice)  
Gabrielle Paré-Simard (Enquêtrice)  
Alina-Mona Pase (Enquêtrice)  
Julia Poulin (Enquêtrice)  
Magalie Poulin (Enquêtrice)  
Marie-Pierre Renaud (Enquêtrice / Évaluatrice)  
Evan Skothos (Enquêteur)  
Sandrine Thibault (Enquêtrice)

### Conseil des sanctions en matière de maltraitance dans le sport :

Dean Howie, Président  
Emily Cameron-Blake  
Katherine Haber  
John Martelli  
Katherine White (Cornish)

### Directeur des sanctions et résultats :

Dasha Peregoudova, Directrice (Ontario)  
David Kellerman, Directeur adjoint (Québec)

## RAPPORT INTÉRIMAIRE SUR LES ACTIVITÉS 2024-2025

### Offrir des services de règlement des différends pertinents

- Du 1<sup>er</sup> avril 2024 au 28 février 2025, le Centre a été saisi de 103 différends sportifs, dont 46 en lien avec la maltraitance, 20 à propos de sélection, 10 relatifs à la discipline, trois concernant l'octroi des brevets d'athlètes, 11 autres différends et 13 allégations de violation des règles antidopage. Des services d'aide juridique en matière de dopage ont été fournis aux athlètes dans deux de ces dossiers. Dix-sept dossiers découlant du programme Sport Sans Abus ont fait l'objet d'une médiation par des médiateurs du sport sécuritaire et 18 contestations de décisions du DSR ont été portées devant le Tribunal de protection.
- Le Conseil d'administration a mené son processus de renouvellement de la liste du CRDSC suite à un appel de candidatures de médiateurs et d'arbitres lancé en octobre 2024. Des séances de formation et d'orientation seront offertes lors de la Conférence des médiateurs et arbitres qui aura lieu à Moncton, au Nouveau-Brunswick, en avril 2025, aux 76 candidats retenus.
- Des formulaires du tribunal annotés, faciles à utiliser contenant des liens vers des ressources pertinentes ont été élaborés.
- Des discussions ont eu lieu avec le CCES à propos de la manipulation de compétitions et des changements qu'il y aurait lieu d'apporter au Code canadien de règlement des différends sportifs.
- Un groupe de travail a été établi pour effectuer une révision en profondeur et une mise à jour du Code canadien de règlement des différends sportifs, nécessaires entre autres pour l'adapter au Programme canadien de sport sécuritaire qui entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 2025.

### Bâtir un système sportif plus sécuritaire et équitable

- Le personnel du Centre a offert 30 présentations et ateliers, incluant un panel au Sommet Le sport c'est pour la vie de 2025, et tenu un kiosque dans le cadre de cinq événements de la communauté sportive lors desquels il a distribué des outils et ressources de prévention et de règlement du Centre.
- La série de webinaires de Sport Sans Abus a été offerte à la communauté sportive. Parmi les sujets couverts, figuraient les meilleures pratiques en matière de changement de culture et leur adoption par les organismes de sport, et la préservation des relations lors de différends liés au sport sécuritaire. Un troisième webinaire portant sur les nouveaux modèles de politiques de sport sécuritaire pour les organismes de sport de tous niveaux aura lieu en mars 2025.
- Une séance d'orientation sur les programmes et services du CRDSC a été présentée aux chefs de la direction et directeurs exécutifs d'organismes de sport nouvellement embauchés.
- Des rapports d'évaluation du milieu sportif ont été publiés concernant le cyclisme, la gymnastique, le volleyball et la lutte, ainsi que le rapport de la première phase d'évaluation du milieu du hockey sur glace.
- La Ligne d'assistance Sport Sans Abus a traité 1 818 demandes d'aide de membres de la communauté sportive entre le 1<sup>er</sup> avril 2024 et le 31 janvier 2025. Ces demandes concernaient principalement des cas d'intimidation (151), de violence verbale (106), d'abus de pouvoir (97) et d'abus psychologique (71). Parmi les appels et courriels reçus par la Ligne d'assistance, 42 % provenaient de personnes au niveau national. Les autres provenaient de personnes au niveau

des provinces ou territoires (14%), des clubs/sports récréatifs (11%) et des universités ou collèges (6%), tandis que 14% des clients n'ont pas fourni cette information.

- Les services d'aide juridique du programme Sport Sans Abus ont été utilisés par 68 clients entre le 1<sup>er</sup> avril 2024 et le 28 février 2025.
- Des services professionnels en santé mentale ont été fournis à 21 clients par l'entremise du Programme de soutien en santé mentale entre le 1<sup>er</sup> avril 2024 et le 28 février 2025.
- Quatre rapports de recherche Sport Sans Abus ont été publiés et un Symposium de recherche a eu lieu à Winnipeg, au Manitoba, en partenariat avec l'organisme Anti-Racism in Sport.
- Sept nouveaux programmes d'éducation et de formation ont été accrédités dans le cadre du Programme d'accréditation en éducation de Sport Sans Abus.
- Quatorze nouveaux enquêteurs bilingues ont été recrutés pour faire partie de l'Unité d'enquêtes (UE). Le mandat, les termes de référence ainsi que la politique de rémunération de l'UE ont été mis à jour. Un document de référence portant sur les notes d'entrevues requises et les meilleures pratiques pour les membres de l'UE a été élaboré.
- Des politiques concernant les mesures provisoires, les violations et les sanctions, ainsi que la médiation obligatoire ont été publiées, ainsi qu'une politique sur l'examen par le Directeur des sanctions et résultats des règlements à l'amiable conclus par médiation.
- Du 1<sup>er</sup> avril 2024 au 28 février 2025, le BCIS a été saisi de 291 nouvelles plaintes et signalements, dont 97 relevaient de sa compétence et cinq sont en attente d'une décision. Parmi les cas admissibles, les plaintes les plus courantes portaient sur des situations de maltraitance psychologique (31%), de maltraitance sexuelle (11%), de négligence (10%), de maltraitance physique (10%), de discrimination (8%) et de transgression des limites (8%). Pour les plaintes non recevables, une autre option de signalement a été identifiée dans 60% des cas (113 sur 291) et l'auteur de la plainte a été référé dans 52 % (98 sur 187) des cas non recevables.

### **Assurer la viabilité et l'excellence organisationnelles**

- Le CRDSC a accueilli des membres des communautés du sport et du règlement des différends dans ses nouveaux bureaux lors de l'Assemblée publique annuelle de septembre 2024.
- Une nouvelle représentante des athlètes a été nommée au Conseil d'administration par la ministre des Sports et de l'Activité physique, et une séance d'orientation complète lui a été offerte.
- Une expertise externe a été engagée pour élaborer un Plan d'action DEI et des recommandations ont été retenues pour être mises en œuvre en priorité, sous réserve de financement.
- Des membres du personnel, des administrateurs, des professionnels et des bénévoles ont été invités à participer à un projet-pilote avec Headversity afin d'obtenir leur certification sur Les bases de la santé mentale et sur Les bases de la santé mentale pour les leaders.
- Le Centre s'est conformé à ses obligations législatives et contractuelles.

### NOTRE VISION

Une culture d'équité, d'intégrité et de respect est prônée dans le sport canadien et au-delà.

### NOS VALEURS

Ces valeurs fondamentales guident et inspirent nos actions et nos décisions.

- **Collaboration** - Nous encourageons activement la collaboration à l'intérieur et à l'extérieur de notre organisme afin de tirer parti de la diversité des points de vue et d'atteindre des objectifs collectifs.
- **Intégrité** - Nous nous efforçons constamment de gagner la confiance de nos clients et de nos partenaires par la transparence, la compétence et des normes élevées de conduite éthique.
- **Équité** - Nous sommes indépendants, impartiaux et respectueux de toutes les parties, de sorte que nos clients et partenaires peuvent compter sur nous pour être équitables.
- **Excellence** - Nous accomplissons notre mission en faisant preuve d'efficacité, d'accessibilité, de professionnalisme et de compassion.
- **Droits de la personne** - Les personnes sont au cœur de notre action. À ce titre, nous nous engageons à respecter et à promouvoir les droits de la personne, en veillant à ce que nos actions et nos décisions contribuent à une société juste et équitable.

### PRIORITÉS STRATÉGIQUES 2024-2028

Les priorités stratégiques du Centre pour 2024-2028 sont :

- 1) **Offrir des services de règlement des différends pertinents** - Déployer des services de règlement des différends de premier plan pour régler les différends sportifs actuels et évolutifs.
- 2) **Bâtir un système sportif plus sécuritaire et équitable** - Favoriser la justice, la sécurité, l'équité et l'inclusion en renforçant les capacités des organismes de sport et leurs acteurs en promouvant des comportements motivés par l'éthique dans le sport canadien.
- 3) **Assurer la viabilité et l'excellence organisationnelles** - Renforcer la capacité du Centre à assurer une agilité et une viabilité organisationnelles, ainsi qu'une prestation de services à valeur ajoutée.

## Objectifs et initiatives planifiées pour 2025-2026

---

### **Offrir des services de règlement des différends pertinents**

#### Initiatives :

- Mettre en œuvre le Code canadien de règlement des différends sportifs de 2025 et mettre à jour sa version annotée;
- Offrir des séances d'orientation et de formation aux membres de la liste des médiateurs et arbitres reconduits et nouvellement sélectionnés, et assurer un développement professionnel pertinent lors de la Conférence des médiateurs et arbitres de 2025;
- Fournir des services de règlement des différends aux Jeux d'été du Canada de 2025;
- Maintenir et bonifier le programme d'aide juridique pro bono, et offrir une formation et une orientation aux avocats participants, afin de favoriser l'accès des athlètes et parties non représentés à une aide juridique gratuite ou abordable au cours des procédures de règlement de différends; et
- Migrer la base de données de jurisprudence en ligne du CRDSC vers CANLII, un organisme sans but lucratif géré par la Fédération des ordres professionnels de juristes du Canada, afin d'assurer un accès en ligne libre et efficace aux sentences arbitrales du CRDSC.

### **Bâtir un système sportif plus sécuritaire et équitable**

#### Initiatives :

- Continuer à offrir une éducation pertinente en matière de prévention des différends sportifs par le biais d'ateliers et de webinaires;
- Promouvoir et diffuser à plus grande échelle les ressources par le biais du kiosque d'information lors d'événements de la communauté sportives, notamment aux Jeux d'été du Canada de 2025;
- Évaluer les besoins des organismes de sport en matière d'éducation et de prévention, et, lorsque cela convient, collaborer pour élaborer des initiatives et outils éducatifs sur mesure;
- Collaborer et élaborer de nouveaux outils et ressources de prévention pour s'adapter aux tendances et questions émergentes en sport au Canada;
- Moderniser et améliorer les outils de référence afin de les rendre plus accessibles aux parties des procédures de règlement des différends du CRDSC; et
- Offrir un processus de traitement des plaintes qui est réactif, efficace et tient compte des traumatismes, pour toutes les plaintes reçues par le BCIS avant le 1<sup>er</sup> février 2025.

### **Assurer la viabilité et l'excellence organisationnelles**

#### Initiatives :

- Appuyer le Ministre dans la recherche de bénévoles pour se joindre au Conseil d'administration du Centre en 2025;
- Assurer l'orientation des administrateurs qui seront nommés et faciliter la transition du leadership;
- Continuer à promouvoir un environnement de travail respectueux pour les employés, les bénévoles et les professionnels du règlement des différends;
- Offrir une formation en matière de prévention des abus, du harcèlement et de la maltraitance à tous les employés, bénévoles et consultants qui sont engagés, et offrir une formation de remise à niveau selon les besoins; et
- S'assurer que les politiques du Centre demeurent à jour et conformes à la Loi, à ses règlements administratifs ainsi qu'à toutes ententes dont le Centre est signataire.

## BUDGET 2025-2026

Afin de réaliser les objectifs et initiatives planifiées pour 2025-2026, le budget de base ou de référence proposé pour cet exercice financier est de 2 110 000 \$\* et est réparti comme suit :

ADMINISTRATION	257 400
GOUVERNANCE	56 600
RESSOURCES HUMAINES	1 230 200
LANGUES OFFICIELLES	82 500
OPÉRATIONS	483 300

*\* L'augmentation du financement de base demandée, par rapport aux années précédentes, est attribuable à l'inclusion des activités du Tribunal de protection et des médiations du sport sécuritaire dans le financement du niveau de référence. Par ailleurs, au cours des trois derniers exercices, des coûts d'administration générale et de ressources humaines ont été répartis entre le financement de base et le financement supérieur au niveau de référence.*

Conformément aux objectifs et aux initiatives planifiées pour 2025-2026 et à la demande de Sport Canada, le budget de financement proposé au-delà du niveau de référence pour cet exercice est de 1 508 200 \$\*\*, réparti selon les activités suivantes :

ADMINISTRATION	82 000
GOUVERNANCE	14 000
RESSOURCES HUMAINES	627 200
LANGUES OFFICIELLES	15 000
OPÉRATIONS	770 000

*\*\* À la demande spécifique de Sport Canada, un financement spécial ponctuel est requis pour maintenir les activités du Bureau du Commissaire à l'intégrité dans le sport, du Programme d'aide juridique Sport Sans Abus, de l'Unité d'enquêtes et du Directeur des sanctions et résultats jusqu'au 31 juillet 2025, afin d'alléger la pression sur le Centre canadien pour l'éthique dans le sport lors de la mise en place du Programme canadien de sport sécuritaire à compter du 1<sup>er</sup> avril 2025.*